

SOMMAIRE

Préface de Jean-Pierre Mattout	11
Avant-propos	17
Introduction	19
Financements des entreprises : des financements traditionnels... aux financements à forte valeur ajoutée	19
Plan de l'ouvrage	27

TITRE 1

FINANCEMENTS STRUCTURÉS D'ENTREPRISE : DES CRITÈRES COMMUNS

Chapitre 1

Un constat : une multitude d'intervenants aux intérêts convergents	31
---	----

Chapitre 2

Régime juridique et pratique de la limitation et renonciation à recours dans les financements d'entreprise (Bertrand Andriani) ...	43
---	----

Chapitre 3

Financements d'entreprise et entités <i>ad hoc</i>	55
---	----

Chapitre 4

La technique de la subordination dans les financements structurés (Bertrand Andriani)	63
--	----

SECTION 1

Régime juridique et pratique de la subordination	66
---	----

SECTION 2

Droit comparé : États-Unis et Grande-Bretagne	79
--	----

SECTION 3

Principaux avantages et inconvénients de l'endettement subordonné par rapport au financement par capitaux propres	88
--	----

SECTION 4	
La subordination : éléments de négociation	90

Chapitre 5

Loi applicable et financements d'entreprise (Pascale Bloch)	97
--	----

TITRE 2

FINANCEMENTS D'ENTREPRISE : MUTUALISATION ET GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT

Chapitre 1

Mutualisation du risque de crédit : les crédits syndiqués (Christophe Jacquemin)	143
---	-----

SECTION 1

Régime juridique des relations entre les établissements prêteurs dans la syndication des crédits	146
---	-----

SECTION 2

Régime juridique des relations entre les établissements prêteurs et l'emprunteur	171
---	-----

SECTION 3

Modèle de la convention de la Loan Market Association (LMA)	194
--	-----

SECTION 4

Glossaire de termes anglais	196
--	-----

Chapitre 2

Gestion du risque de crédit : les dérivés de crédit (Tayeb Lakhdari)	203
---	-----

SECTION 1

L'architecture contractuelle des CDS	210
---	-----

SECTION 2

La présentation des mécanismes à l'œuvre dans les contrats de CDS	216
--	-----

SECTION 3

Les CDS portant sur les entités du secteur financier	238
---	-----

TITRE 3

PRINCIPALES CATÉGORIES DE FINANCEMENTS D'ENTREPRISE

Chapitre 1

Les financements d'actifs : régime juridique et pratique	259
---	-----

SECTION 1

Biens meubles et immeubles	260
---	-----

SECTION 2

Régime juridique et pratique du crédit-bail et des opérations voisines dans l'ordre interne et international	270
---	------------

SECTION 3

Financement en location financière : biens traditionnels et biens de nouvelle génération	309
---	------------

SECTION 4

Les principales garanties en matière de financement d'actifs	331
---	------------

Chapitre 2

Les financements d'acquisition d'entreprises : régime juridique et pratique	355
--	------------

SECTION 1

Régime juridique et pratique des financements d'acquisition avec effet de levier (Laurent Mabilat et Stéphanie Corbière).....	355
--	------------

SECTION 2

Financement des offres publiques d'acquisition (Catherine Maison-Blanche).....	382
---	------------

SECTION 3

Garanties du crédit et financements d'acquisition (Laurent Mabilat et Stéphanie Corbière).....	428
---	------------

Chapitre 3

Les financements de projet : régime juridique et pratique (Bertrand Andriani)	463
--	------------

SECTION 1

Les acteurs des financements de projet	467
---	------------

SECTION 2

Principaux risques dans les financements de projets et leur appréhension au plan contractuel.....	472
--	------------

SECTION 3

Régime des contrats de concessions et financements de projet.....	478
--	------------

SECTION 4

Les marchés de partenariat	500
---	------------

SECTION 5

Principales sources de financement de la société de projet.....	508
--	------------

SECTION 6

Les garanties dans les financements de projet	513
--	------------

Chapitre 4**La titrisation****(Xavier de Kergommeaux)**..... 527

SECTION 1**Considérations générales**..... 527**SECTION 2****Cadre juridique et réglementaire français**..... 536**SECTION 3****Caractéristiques**..... 537**SECTION 4****Les différents intervenants**..... 539**SECTION 5****L'actif de l'organisme de titrisation**..... 545**SECTION 6****Le passif de l'organisme de titrisation**..... 554**SECTION 7****Droits et obligations des porteurs de parts**..... 557**SECTION 8****Organisme de titrisation et risques**..... 558**SECTION 9****Dissolution et liquidation de l'organisme de titrisation**..... 560**Index**..... 563

Bibliographies..... 569

AVANT-PROPOS

La décision d'actualisation du premier ouvrage en langue française sur le thème du droit des financements à forte valeur ajoutée est l'expression d'une double volonté : en premier lieu, un désir de mettre en exergue les financements qui contribuent au processus de création de richesses au plan économique et, en second lieu, de maintien d'un véritable outil au service des praticiens du droit et de la formation d'étudiants au régime juridique des financements à forte valeur ajoutée.

S'agissant de la première volonté, force est de constater que les financements à forte valeur ajoutée sont essentiellement élaborés pour les besoins d'opérations importantes, assurément créatrices de richesses. Il en est ainsi des financements de satellites ou d'aéronefs, de centrales de cogénération, de réseaux ferrés internationaux ou encore, sans toutefois prétendre à l'exhaustivité, des financements d'acquisitions de bateaux de croisière par voie de titrisation. La réalisation d'opérations de cette envergure est le fruit d'une mise en commun de nombreuses ressources, au premier rang desquelles figurent l'homme et son savoir-faire. Les diverses compétences indispensables à la réalisation de ces opérations sont toutes tournées vers un même but : le succès de l'opération. La constitution d'équipes pluridisciplinaires performantes est un préalable à la réalisation de tout projet. Le juriste y a sa place et s'attache à contribuer à la sécurité juridique d'opérations les plus diverses dont les enjeux ne cessent de croître.

Le présent ouvrage a également pour ambition d'apporter une réponse aux besoins de formation dans un domaine où, paradoxalement, les outils sont encore trop rares. L'auteur a ainsi pour objectif de contribuer à la formation de nouvelles générations d'étudiants, tout en mettant à la disposition des praticiens plus expérimentés un instrument dont ces derniers pourront faire usage et, nous l'espérons, assurer leur mission de conseil avec une efficacité accrue.

Clôturons cet avant-propos en faisant nôtre la formule suivante : « *Concevoir de nouveaux édifices n'appelle pas à la vanité, mais à la gratitude envers ceux qu'ils prolongent et à l'attente des perfectionnements d'autrui*¹. »

Paris, le 7 décembre 2017

1. J.-M. Mousseron, J. Raynard, R. Fabre, J.-L. Pierre, *Droit du commerce international*, 3^e éd., Litec, 2003.